

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Cette carte scolaire pour la rentrée 2022-2023 est un désastre. Bien que le projet initial de 30 fermetures de classes ou d'écoles ait été revu à la baisse, celui-ci, prévoyant 18 fermetures ne peut absolument pas nous convenir.

En premier lieu, il apparaît impensable de fermer des classes alors que sommes dans une période qui révèle la nécessité criante de services publics forts. Les fermetures de classes impliquent forcément une dégradation des conditions de travail pour les enseignants, mais aussi une des conditions d'accueil et d'apprentissage pour les élèves.

Par ailleurs, fermer des classes dans un département rural composé de petites écoles crée un chaos démographique et casse des dynamiques de bien des villages et d'élus.

Toute la communauté éducative, enseignants, AESH, ATSEM, parents d'élèves et élus sont abasourdis par le manque de considération et le manque d'humanisme de cette gestion de l'école par des simples chiffres.

Non, il ne s'agit pas de déterminer un coût, mais de privilégier un service public fort et qui fonctionne. Les mesures ne prennent en considération la qualité de l'enseignement et les conditions de travail, mais simplement des problèmes d'effectifs.

Ne devrait on pas privilégier la qualité à la quantité ? Les enseignants sont sensibles à l'accompagnement de leurs élèves et celui-ci est indéniablement plus aisé lorsque les effectifs sont amoindris. Les personnels déplorent déjà actuellement de ne pas pouvoir exercer leur métier du fait des protocoles inapplicable et du chaos organisé dans les écoles : ce nouveau coup de massue que représente une fermeture de classe vient souvent achever les équipes déjà épuisées. Le fait qu'il n'y ait aucune consolidation ni du RASED et du spécialisé, ni de la brigade de remplaçants est également accablant.

Cette carte scolaire est un véritable choc pour tous les enseignants mais aussi pour les parents.

Cela fait deux ans que tout le monde fait front pour faire fonctionner les écoles en dépit des protocoles fluctuants et incohérents qui épuisent les équipes, les familles et les enfants. Une situation qualifiée d' « exceptionnelle » depuis le début de la crise, mais on le constate : l'exceptionnel est devenu la règle.

Et tous espèrent ne pas avoir à subir la fermeture d'une classe à gérer en plus. Fermer des classes pendant cette période révèle une réelle volonté de ne pas écouter les acteurs de la communauté éducative.

Pour ce CTSD carte scolaire, il s'agirait de mettre tout le monde à égalité de traitement. Et bien, monsieur le directeur Académique, ce n'est pas difficile :

laissez ces classes ouvertes, baissez les effectifs ailleurs, permettez à chaque enseignant le droit à être malade et absent sans culpabiliser de priver ses élèves d'une voire plusieurs journées de classe, permettez à chaque enseignant de pouvoir se former, permettez aux directeurs d'avoir et de pouvoir effectuer l'intégralité de leurs journées de décharges, permettez aux enseignants un droit accru à la mobilité, permettez la prise en charge des élèves qui en ont le plus besoin.

Nous voulons des créations de postes : il s'agit d'une nécessité absolue et la période actuelle nous le montre bien. Combien d'enseignants absents non remplacés ? Combien d'enfants privés d'enseignement et d'enseignant à cause d'une prévision au rabais ? Combien de dossiers de prise en charge en attente ou bloqués ? Combien d'élèves sans accompagnant ou sans place en structure spécialisée, pourtant exigés par leur notification MDPH ?

Le recrutement de la liste complémentaire est une avancée et cela donne raison à FO qui la réclame depuis des années, alors que l'on nous répondait que ce n'était « pas possible » réglementairement. Mais ce n'est pas suffisant pour palier les manques d'enseignants.

Combien de postes de remplaçants créés pour la prochaine rentrée ? Zéro !

Jusqu'à quand allons-nous devoir subir la destruction de l'Ecole publique où nos missions d'enseignants sont bafouées depuis trop longtemps, où nos conditions de travail se dégradent à vue d'œil, où aucune revalorisation salariale n'est prévue alors que le ministre Blanquer rend des millions sur le budget de l'Education nationale ?

Jusqu'à quand allons-nous devoir tolérer que nos collègues AESH soient maintenus sous le seuil de pauvreté sans statut et sans un salaire digne pour vivre ? Ils sont pourtant indispensables à la scolarisation des élèves en situation de handicap.

Le 13 janvier, la grève a été un raz de marée et a permis d'obtenir le recrutement des personnels, en particulier sur la Liste complémentaire. Pour le SNUDI-FO89, c'est la moindre des choses, mais cela ne résoudra pas tout : comme nous le répétons depuis des années, notamment face aux difficultés de laisser partir les personnels en attente de mutation : si nous manquons de personnels alors il faut recruter ! La réponse du ministre après cette journée de grève ne sont pas satisfaisante. Le 27 janvier, de nombreux enseignants étaient à nouveau en grève et mobilisés, malgré les difficultés financières que cela implique. S'il faut remobiliser les collègues pour obtenir gain de cause, nous le ferons aussi longtemps que cela sera nécessaire.

Cette carte scolaire ne permet aucune amélioration, aucun poste pour l'Académie de Dijon qui a dû répartir ce rien entre les 4 départements amenant ainsi une perte de postes pour l'Yonne alors qu'il nous en faut davantage. Comment pourrions-nous nous en satisfaire ? Pour la FNEC-FP FO, le compte n'y est pas !

Dans le second degré, les DHG prévues pour la rentrée 2022 comportent encore un très fort taux d'HSA, jusqu'à plus de 9 %, traduction de l'obligation d'accepter 2 HSA, ce qui complique l'élaboration des structures et mène au partage ou à la fermeture de certains postes.

De plus, l'application du seuil de 30 élèves par division entraîne un calcul trop chiche de la DHG pour offrir une structure pédagogiquement efficace dans au moins 9 collèges : Ancy, Albert Camus, Avallon, Chablis, Toucy et Vermenton. Et pourtant cette DHG est présentée comme "confortable" car permettant de faire des groupes. Or une heure-quinzaine à 15 dans certains cours ne compense certainement pas les inconvénients des 23 autres heures de la semaine à 29 ou 30.

Le calcul des effectifs pour la rentrée pose également problème.

Si les effectifs du département baissent effectivement, en revanche le calcul de prévision à prévision gonfle cette baisse de 92 élèves, soit 3 divisions si on se réfère au seuil douteux de l'institution. Douteux car on ne cessera de le redire jusqu'à être entendu, à 30 élèves par classe, tout le monde y perd, élèves comme professeur.

D'autre part, le lissage effectué sur chaque niveau permet d'éliminer en chiffres des élèves qui déclencheraient de facto l'ouverture d'une classe supplémentaire, mais qui existent bel et bien en réalité, tout comme les élèves d'ULIS, toujours non comptabilisés. C'est le cas à Saint-Florentin, Saint-Valérien.

Pour Force Ouvrière, nous le répétons, l'école n'est pas le domaine des économies ni de la rentabilité.

Monsieur le Directeur Académique, je vous remercie